

le pouvoir aux travailleurs

mensuel trotskyste

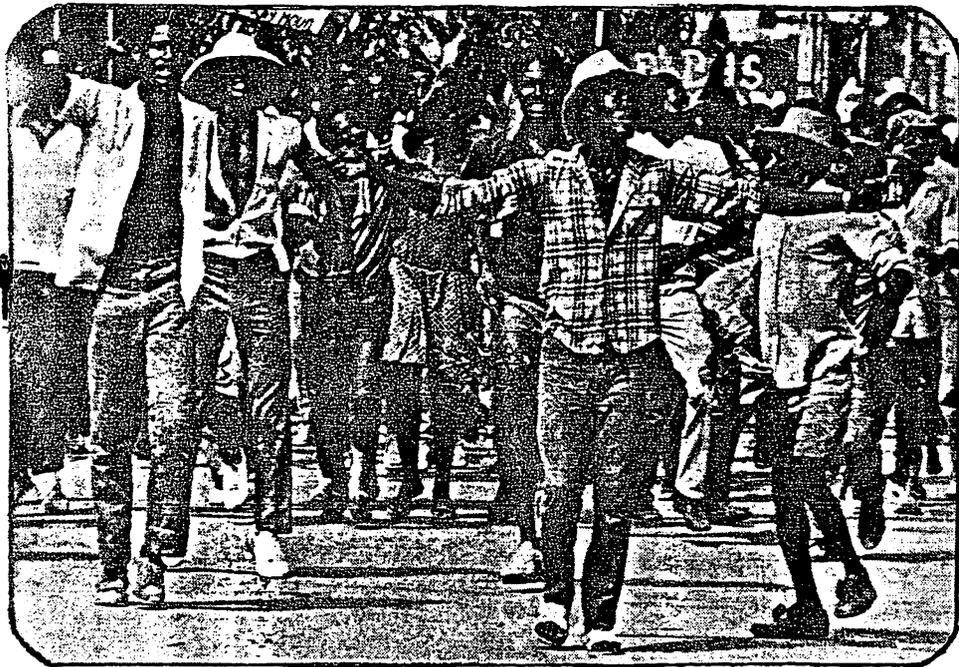
UNION AFRICAINE DES TRAVAILLEURS COMMUNISTES INTERNATIONALISTES

ISSN 0241 0494

LE 21 DECEMBRE 1986

N° 157

PRIX : 3 FRS



ZAMBIE

LA COLERE DES MASSES

FAIT RECULER

LE GOUVERNEMENT

SOMMAIRE
AU
VERSO

SOMMAIRE

é d i t o r i a l

Pages 2 et 3

- Editorial

Pages 3 et 4

- **Zambie** : Privilèges pour les uns, misère pour les autres.

Pages 5 et 6

- **Tchad** : La guerre reprend, les souffrances aussi.

Pages 6

- **Afrique du Sud** : Silence, on tue.

Page 7

- **Mali** : Moussa Traoré n'aime pas les attroupe-ments autour des expulsés.

Page 8

- **Sénégal** : Les mandats ne sont pas versés.

- **Sénégal** : Un ministre qui s'intéresse aux ouvriers de la Taïba.

Page 9

- **Immigration** : Incendies criminels à Paris.

Page 10

- **France** : Les étudiants et les lycéens ont montré la voie.

Abonnement et adresse
Voir page 11

ZAMBIE : LE GOUVERNEMENT RECULE DEVANT LA COLERE DES MASSES

Du lundi 7 au Jeudi 11 décembre, des émeutes ont éclaté dans la région minière du nord de la Zambie, la fameuse ceinture de cuivre appelée "Copperbelt". Ces émeutes qui étaient une protestation violente et spontanée contre la hausse de 100 % du prix du maïs (aliment de base de la population), s'étaient étendues à Lusaka, la capitale, et propagées vers le sud du pays.

Plus d'une dizaine de milliers de manifestants auraient bloqué la route principale allant de Lusaka à la zone minière du nord. L'armée n'a pas hésité à intervenir et à tirer sur les manifestants. Il y aurait eu cinq morts et un millier d'arrestations selon les chiffres officiels. Le bilan fut lourd mais les manifestants ont obligé le gouvernement à reculer.

Celui-ci, par la bouche de son premier ministre avait d'abord prétendu qu'il n'était pas question de revenir sur le doublement du prix de la farine de maïs. Mais il a fini par annuler purement et simplement cette hausse du prix qui était soi-disant nécessaire pour réduire le déficit national.

Si les mesures d'austérité étaient aussi "nécessaires" que cela, pourquoi ne visaient-elles pas en priorité les privilégiés, eux qui ont les moyens de payer la facture de la crise ? Et cela ne serait d'ailleurs que justice - puisque c'est eux qui ont profité des retombées de l'exploitation du cuivre, principal produit d'exportation. Même en cette période de crise où le cuivre se vend moins bien, ils continuent toujours à s'enrichir par le biais des détournements de fonds et autres.

Mais à ces privilégiés, le gouvernement du très chrétien Kenneth Kaunda ne demande rien. Car son gouvernement est un gouvernement des riches. Sa politique est mise au service des riches. Cette politique de classe est conçue pour défendre les intérêts des exploités et des privilégiés.

Alors, crise ou pas, il n'est pas question de toucher aux privilèges, pas même au superflu des riches. C'est toujours aux pauvres que le gouvernement bourgeois demande de se serrer la ceinture, de faire des sacrifices. Et l'augmentation de 100 % du prix de la farine de maïs est la goutte d'eau qui a fait déborder le vase. L'explosion de colère des populations a obligé le gouvernement zambien à reculer.

Cela montre que les opprimés, les pauvres, avaient totalement raison de rejeter avec colère la mesure injuste qu'on avait tenté de leur imposer. En revenant sur sa décision, le gouvernement lui-même a fait à sa manière l'aveu que les travailleurs, les populations pauvres n'avaient pas d'autre choix que la lutte, s'ils voulaient obtenir des classes dirigeantes ne serait-ce qu'une toute petite amélioration de leurs conditions de vie, ou tout simplement s'ils voulaient se faire respecter.

... / ...

Il y a deux ans, il y a eu des émeutes de la faim au Maroc, puis en Tunisie. L'année dernière, le Soudan fut le théâtre des mêmes scènes. Cette année, c'est autour des populations zambiennes d'entrer en révolte, toujours pour les mêmes raisons : les mesures d'austérité prises abusivement à leur encontre. Et à chaque fois, les différents gouvernements ont durement réprimé. Mais finalement, ils ont quand même cédé en annulant purement et simplement leurs décisions.

Tout cela prouve que les pauvres sont forts lorsqu'ils agissent collectivement. Devant leur colère et leur action collective, même la plus infâme des dictatures est contrainte de reculer. De Hassan II en passant par Bourguiba et dernièrement Kaunda, on les a vus, ces dictateurs qui ne connaissent que la répression contre les opposants et les "auteurs de troubles", rentrer leur queue comme un chien devant un adversaire plus puissant. Et justement les pauvres sont puissants lorsqu'ils sont déterminés et lorsqu'ils luttent ensemble.

Certes, il ne s'agissait, dans ces "émeutes de la faim", que d'un coup de colère des pauvres. Mais quel coup de colère! Il faudra, dans l'avenir, certainement beaucoup plus qu'un coup de colère pour changer le sort des pauvres. Il faut des organisations révolutionnaires prolétariennes pour offrir une perspective à tous les combats et les colères des pauvres. Autrement, ces luttes et ces manifestations de colère n'aboutiront tout au plus qu'à faire reculer sur un point le gouvernement qui, de toute façon, fera payer d'une manière ou d'une autre les frais de la crise à ceux qui en sont déjà les premières victimes.

D'ailleurs la plupart du temps, la colère des pauvres est une occasion pour des dictateurs en herbe qui attendent le moment propice pour renverser le régime en place et continuer à exploiter et opprimer les pauvres. Les travailleurs, les paysans pauvres et les petites gens n'ont de toute façon pas d'autre choix que de s'organiser et de prendre en main jusqu'au bout leur sort.

ZAMBIE : PRIVILEGES POUR LES UNS ET MISERE POUR LES AUTRES

La Zambie est un pays enclavé. Elle fait partie des pays dits de "la ligne de front" dont certains tels que le Mozambique et l'Angola subissent la domination de l'impérialisme, doublée parfois d'une intervention directe de l'Afrique du Sud.

C'est en 1964 que la Grande-Bretagne a octroyé à la Zambie son indépendance. Et le parti, qui était à ce moment relativement crédible pour prendre le pouvoir, était "United National Independence Party" (U.N.I.P), le parti de Keneth Kaunda. Comme cela s'est passé dans presque tous les pays africains devenus indépendants, l'UNIP a interdit tous les autres partis et s'est arrogé le droit d'exister seul.

Lors de son accession au pouvoir, Kaunda prétendait vaguement "réaliser un socialisme démocratique africain, élever le standard de vie, avec la plus équitable distribution des richesses". Mais dix ans plus tard, en 1974, celui-ci est obligé de reconnaître lui-même : "non seulement les fossés économiques et sociaux entre villes et campagnes se sont approfondis ces dernières années, mais la distribution de la richesse personnelle montre une tendance alarmante".

En effet, des centaines de millions de dollars que rapporte chaque année le cuivre sont systématiquement détournés quand ils ne sont pas gaspillés dans des constructions d'immeubles de prestige ou des achats de tracteurs devenus très vite inutilisables. Malgré la crise, malgré l'endettement relativement élevé de l'Etat zambien (1,5 milliard de dollars en 1979), les dirigeants et les hauts fonctionnaires corrompus continuent à puiser dans les caisses de l'Etat pour leur propre compte. Les détournements des fonds publics ont pris une ampleur telle que Kaunda s'en est inquiété lui-même, par exemple en décembre 1983 : "la corruption avait atteint des proportions alarmantes dans les entreprises privées et publiques. Elle sévit même au sein du gouvernement."

Dans le même temps que les dirigeants se livrent à ce genre de vol, c'est la misère pour les populations. Comme les autres pays africains, la Zambie connaît un exode rural important. En 1979, 40% des Zambiens habitaient déjà en ville. Ce qui constitue la densité urbaine la plus forte d'Afrique tropicale. La capitale Lusaka comptait 600.000 habitants en 1980 alors qu'en 1964 il n'y en avait que 260.000.

Selon les estimations officielles, 40% de la population de Lusaka vivaient dans des bidonvilles. Il est vraisemblable que ces chiffres atteignent aujourd'hui au moins la moitié. Dans ces bidonvilles où sont entassés les pauvres, on n'y trouve pas grand-chose comme dans les campagnes d'origine. Le marché noir propose bien certains produits de première nécessité, mais à des prix trois ou quatre fois plus élevés. Même les travailleurs qui ont encore un boulot ont du mal à s'en sortir. La baisse du cours du cuivre durant ces dernières années a servi de prétexte à un blocage des salaires et même pour certains, à une diminution de leurs revenus.

Une telle situation économique et sociale particulièrement difficile pour les petites gens, ne peut être que explosive. Et en augmentant excessivement le prix d'un aliment de base, le gouvernement a mis lui-même le feu à la poudre. Ce fut l'explosion de la colère de la population.

Ce qu'il y avait de remarquable dans cette manifestation de colère, c'est qu'elle a pris rapidement une coloration politique. Les manifestants ont en effet lancé des mots d'ordre anti-gouvernement et ils auraient même attaqué les locaux du parti unique de Kaunda. Et par bien de côtés, ce qui s'est passé en Zambie n'est qu'une répétition de ce que la Tunisie, le Maroc et le Soudan viennent de connaître à quelques mois d'intervalle.

*

*

*

TCHAD : LA GUERRE REPREND, LES SOUFFRANCES AUSSI

Au moment même où Hissein Habré se plaint publiquement de l'insuffisance de l'aide de ses protecteurs -sans doute pour détourner l'attention de ses adversaires- le gouvernement français livrait, par parachutages, des tonnes de matériels militaires, des vivres aux partisans de Goukouni récemment ralliés à N'Djaména. Le gouvernement américain, pour sa part, a annoncé une aide militaire d'urgence de 15 millions de dollars.

Ainsi, Habré et Goukouni se retrouvent unis contre les troupes de Acheikh Ibn Oumar soutenues politiquement et militairement par Tripoli.

Ici dans l'immigration, certains étudiants tchadiens ressortissants du sud du Tchad croient que ce qui se passe dans le nord du pays ne les concerne pas. Selon eux, Habré, après avoir massacré les populations du sud pour asseoir son régime, se heurte maintenant aux forces armées de Acheikh soutenues par la Libye. "Eh bien qu'ils s'entretuent" (sous-entendu entre gens du nord), pensent ces derniers.

Malheureusement, quand il y a une guerre, ce ne sont pas les dirigeants, les commanditaires, ni les généraux qui s'entretuent, car alors on pourrait dire "tant mieux". La guerre, ce sont les populations qui en font les frais.

Alors quand d'ici, à Paris, loin de la guerre, des bombes, des balles des fusils, on dit que ce qui se passe au nord ne nous regarde pas, c'est soit de l'irresponsabilité doublée de cynisme, soit de l'inconscience.

Car on ne peut pas être indifférent quand des gens meurent dans une guerre qui ne concerne en rien leurs intérêts, ou quand ils souffrent, parce que même quand ils ne meurent pas sous les balles, ils crèvent des retombées de la guerre. Et puis, même si la guerre se déroule pour le moment au nord, rien ne dit qu'elle ne se déclenche de nouveau au sud également. Sans compter que même les populations du sud payent ou payeront la rançon de cette guerre.

Habré, Goukouni et Acheikh sont les ennemis des populations tchadiennes. Ce sont tous des dictateurs qui, il n'y a pas longtemps, se sont unis dans le GUNT pour opprimer l'ensemble de la population tchadienne. Les populations pauvres du nord souffrent autant - sinon plus- que celles du sud depuis le début de la rébellion au Tchad.

Les uns s'appuient sur l'impérialisme pour faire leur guerre criminelle, d'autres sur un dictateur africain, Kadhafi. Eh bien que les populations s'organisent de façon indépendante pour chasser ces dictateurs; qu'elles luttent pour chasser du pays les mercenaires français, ces "tueurs professionnels" de l'impérialisme qui fait de ce pays, comme beaucoup d'autres pays africains sa chasse gardée; qu'elles luttent pour mettre dehors les soldats de Kadhafi, cet ambitieux qui se targue d'être un anti-impérialiste mais qui n'est pas moins sanguinaire que les autres dirigeants africains.

Les pauvres du Tchad n'ont aucun intérêt à soutenir un camp contre un autre; ils sont tous pareils; c'est la soif du pouvoir qui les anime. Car on sait que Acheikh peut sans gêne se retrouver du côté de Habré comme vient de le faire Goukouni. Tous les trois peuvent bien s'entendre pour former un nouveau gouvernement.

Le problème n'est donc pas une question "des gens du nord". Habré veut à tout prix s'imposer aux autres et à la population comme seul maître. Il veut contrôler à tout prix le reste du territoire encore aux mains d'Acheikh. Pour cela il fait tout pour entraîner l'armée française aux côtés de ses troupes, du moins pour lui offrir une couverture aérienne.

... / ...

Le gouvernement français, en aidant les troupes de Goukouni en difficulté, aide bien évidemment le régime de N'Djaména dans son objectif de reconquête du Nord. Au grand jour les militaires français franchissent le 16ème parallèle. Cela suffit-il à Habré de venir à bout des troupes de Acheikh soutenues par la Libye ? Ce n'est pas chose certaine, du moins jusqu'à présent. En tout cas, à nouveau la guerre est rallumée au Tchad. Et comme d'habitude ce sont les populations qui vont encore faire les frais de cette sale guerre, en plus des souffrances qu'elles subissent déjà sous ce régime dictatorial.

Le gouvernement tchadien grossit les chiffres de ceux qui fuient les combats pour se réfugier dans les grottes du Tibesti; il grossit les chiffres des morts de faim, des démunis pour recevoir de l'aide internationale qui ira tout droit dans la caisse personnelle des dirigeants. Cependant la réalité est bien triste: les populations des zones de combats souffrent; ils sont démunis de tout.

Evidemment ce ne sont pas les Acheikh, Goukouni, Habré ou autres qui pâtissent des combats; ils sont bien au frais, avec toutes leurs familles. Ils ne font pas partie de ces populations qui paient parfois de leur vie cette guerre criminelle.

AFRIQUE DU SUD : SILENCE ON TUE

Sous prétexte de prévenir contre une éventuelle flambée de violence pendant la période de Noël, le gouvernement de Botha a décrété de nouvelles mesures répressives notamment à l'égard de la presse et des dirigeants des organisations anti-apartheid. De nombreux journalistes et des opposants connus comme opposants à l'apartheid ont été arrêtés pour avoir publié des articles sur la répression, sur l'emprisonnement des jeunes enfants ou tout simplement pour avoir décrit la situation telle qu'elle est dans ce pays.

Doréavant, il leur est interdit de publier sans autorisation des articles concernant "des troubles ou des mouvements de résistance", ou de faire des déclarations "ayant pour effet d'inciter ou d'encourager le public à boycotter les usines, certains produits ou les établissements d'enseignement ou encore d'inciter à participer à tout acte de désobéissance civile".

Oh, ce n'est pas que les dirigeants de l'apartheid ont peur qu'un article de journal, ou qu'une déclaration d'un dirigeant à la presse ne fassent déclencher des émeutes dans les "Townships" ou des grèves violentes dans les mines car les jeunes des bidonvilles ou les travailleurs des mines n'ont pas attendu qu'on publie des articles contre l'apartheid pour manifester leur colère contre ce régime barbare.

Ce qui gêne le régime, c'est que la publication des articles sur la répression, sur la torture, sur l'emprisonnement des jeunes enfants ne salissent encore plus l'image du régime dans l'opinion publique internationale. C'est ainsi que la publication d'un article concernant l'emprisonnement d'enfants en Afrique du Sud a provoqué une indignation hypocrite des dirigeants impérialistes.

Selon des publications apparues dans la presse sud-africaine, il y aurait plusieurs enfants âgés de 9 à 16 ans dans les gèoles de l'apartheid et que ceux-ci subissent des tortures et des violences. Souvent ce sont des jeunes râflés dans les Townships lors des interventions de l'armée qui charge ces enfants dans les "casspirs" (énormes camions militaires). Selon le "Weekly-Mail" (journal sud-africain), près de 40 % des détenus en Afrique du Sud auraient moins de 19 ans et que depuis l'instauration de l'Etat d'urgence en juin 86, plus de 500 jeunes ont déjà péri dans les prisons.

Ce journal a publié aussi le témoignage des parents des détenus qui affirment que certains de leurs enfants avaient à peine 5 ans. Alors Botha ne veut plus qu'on dise mot sur sa répression. Mais cela n'empêchera nullement les jeunes de se révolter ni les travailleurs de lutter.

MALI : MOUSSA TRAORE N'AIME PAS LES ATTROUPEMENTS AUTOUR DES EXPULSES

Après l'expulsion des 101 travailleurs maliens, il y a eu à Paris des actions de protestation et de soutien. En particulier, une délégation s'est constituée pour aller à Bamako rendre visite aux expulsés maliens et étudier les moyens de recours pour les faire revenir.

Cette délégation est composée d'un délégué du Foyer de Rosny, d'un représentant de la FETAF (Fédération des Travailleurs Africains en France), d'un avocat de la Ligue des Droits de l'Homme et d'un représentant d'Antenne 2. Accueillis le 27 novembre à Bamako, on leur a donné la possibilité d'annoncer à la radio la tenue d'une réunion concernant les expulsés pour le samedi 29 novembre à la Bourse de Travail.

Mais quelle n'a pas été sa surprise lorsque cette délégation voyait que la police de Moussa Traoré était en train de disperser les gens qui arrivaient à cette réunion. Le prétexte invoqué par les autorités était que cette délégation venait de faire un long voyage, trop fatigant et trop épuisant pour tenir une réunion tout de suite après. En fait, ce qui gênait le gouvernement de Traoré, c'est qu'il y avait trop de monde à son goût lors de la réunion du samedi.

Lorsqu'enfin la réunion a été reportée pour le lundi suivant, évidemment il y avait beaucoup moins de monde, mais la délégation parisienne a quand même pris contact avec une cinquantaine d'expulsés. Elle a pu constater que de nombreux expulsés ont été sérieusement malmenés lors de l'expulsion; certains avaient eu des fractures de côtes, d'autres avaient perdu leurs dents parce qu'ils avaient essayé de protester et de résister à l'expulsion.

De toute manière, les autorités maliennes ont certainement réussi à perturber les tâches de cette délégation. Par là, elles n'ont fait que confirmer que le gouvernement de Bamako se moque totalement des travailleurs immigrés expulsés, même si l'ambassadeur de Moussa Traoré à Paris s'était hypocritement déclaré "choqué" par les expulsions massives.

SENEGAL : DIOUF EN BALLADE AU FOUTA TORO

Le président Abdou Diouf s'est récemment rendu en visite officielle au Fouta Toro, dans le département de Matam. Au cours de cette tournée présidentielle, Diouf a promis, comme d'habitude - car cela ne lui coûte rien - aux villageois qui l'accueillaient que leur département deviendra un "grenier à riz" du Sénégal.

Après le barrage de l'OMVS (Organisation de Mise en Valeur du Fleuve Sénégal) il a promis que son gouvernement fera tout pour que ce barrage soit bénéfique pour la population du département. Que de bla-bla et de promesses lointaines! Comme on dit en pular : "halla belka sékata gabondé" (les belles paroles ne déchirent pas la bouche) . Les belles paroles ne remplissent pas non plus le ventre des affamés!

D'ailleurs, les habitants du département ont bien compris cela. Ils ne se sont pas contentés de ces promesses vagues et lointaines. Ils ont posé au président des problèmes concrets comme ils l'avaient déjà fait dans le passé à son tuteur Senghor. Ils ont répété à Diouf que dans le département de Matam, il y a beaucoup de difficultés pour se faire payer les mandats venant de France. Car les immigrés sénégalais viennent en grande partie de ce département.

Les habitants de Fouta Toro ont dénoncé les tracasseries douanières dont font l'objet les immigrés à leur retour en vacances. Car certains douaniers n'hésitent pas à taxer des choses déjà dédouanées à Dakar. Ils ont aussi posé le problème du manque des infrastructures dans le département, le manque des écoles, bref des problèmes concrets.

Diouf a répondu par des promesses vagues : "tout ce problème sera étudié et des solutions seront apportées". Mais il est fort à parier que Diouf une fois rentré dans son palais présidentiel, les problèmes des paysans de Fouta Toro seront vite oubliés; et les promesses, comme toutes celles faites lors des tournées présidentielles précédentes, vont s'empiler quelque part, dans un tiroir sans fond du palais présidentiel.

SENEGAL : LES MANDATS NE SONT PLUS VERSES

Concernant les mandats, la situation au Sénégal est désormais identique à celle du Mali. Il y avait quelques mois encore, pour toucher un mandat au Sénégal, il fallait avoir une grande patience. Tous les matins, il fallait se pointer à la poste, faire la queue pendant des heures devant les guichets de la poste pour s'entendre dire que l'argent n'est pas encore arrivé et qu'il fallait encore revenir le lendemain pour entendre la même chanson.

Cela peut durer quelques semaines. On imagine tous les problèmes, toutes les angoisses et la colère des gens habitant à l'écart des villes et qui sont obligés de revenir tous les jours et de repartir bredouille. Depuis quelques temps, le problème s'est aggravé. Maintenant, il faut attendre encore plus longtemps. Cela peut dépasser facilement un mois, voire même plusieurs mois.

Les travailleurs n'osent même plus envoyer de l'argent par la poste à leur famille. Il faut qu'ils attendent que l'un d'entre eux fasse un voyage au Sénégal pour lui remettre de l'argent pour la famille - malgré le risque que comporte le fait qu'une personne voyage avec de l'argent pour 20 ou 30 familles. Ce qui représente souvent plusieurs millions de francs CFA.

Tous ces problèmes parce que l'Etat sénégalais, tout comme l'Etat malien, est incapable de faire fonctionner correctement la poste, de même qu'il est incapable de résoudre ne serait-ce qu'une petite partie des problèmes qu'affronte la population.

SENEGAL : UN MINISTRE QUI S'INTERESSE AUX OUVRIERS DE LA TAIBA

La C.S.P.T (Compagnie Sénégalaise des Phosphates de Taïba) a organisé une cérémonie baptisée "fête des mineurs" à Thiès. A cette occasion, des médailles et des "diplômes" ont été distribués à des employés ayant entre 15 à 30 ans d'ancienneté et qui ont rendu de "loyaux services à Taïba".

Un ministre et d'autres politiciens étaient venus faire des discours sur la "rigueur" et "l'austérité" nécessaires selon eux pour sortir la Taïba de la crise. Le ministre de la Fonction publique, du Travail et de l'Emploi a déclaré que "c'est dans l'austérité et la paix retrouvée que nous pourrons traverser la bourrasque sans dommage".

Il n'a pas, bien sûr, demandé aux mineurs s'ils avaient quelque chose à dire sur les salaires et les conditions de travail dans les mines de Taïba.

Au contraire, il était venu pour dire aux ouvriers d'être "loyaux à l'égard de leur entreprise". Question de loyauté, on peut être certain de celle du gouvernement à l'égard des patrons qui exploitent les ouvriers.

IMMIGRATION : INCENDIES CRIMINELS A PARIS

Les incendies criminels se multiplient à Paris. Il y en a eu trois depuis le mois de septembre. Dans les trois cas, ce sont des hôtels meublés vétustes, habités majoritairement par des familles immigrées, qui ont pris feu. Jusqu'à présent 18 personnes, pour la plupart des familles de travailleurs immigrés, ont trouvé la mort dans ces incendies criminels.

Depuis ces incendies, la police de Chirac - Pasqua n'a pas arrêté un seul des criminels racistes qui se sont attaqués aux travailleurs à cause de leur origine ou à cause de la couleur de leur peau.

Mais le fait que des hommes de Pasqua n'arrêtent personne n'est pas étonnant. Car, dans la police, il y a plein de racistes de droite et d'extrême-droite qui peuvent être complices des racistes criminels.

Et pourtant, on sait comment ces hommes de droite qui gouvernent crient démagogiquement au terrorisme quand il y a des attentats. Ils jurent de tout mettre en oeuvre pour retrouver les criminels et les punir.

Mais quand il s'agit des assassinats racistes contre les travailleurs immigrés et leurs familles, là, ils restent bouche cousue. On ne les a pas vus venir faire des courbettes démagogiques pour condamner les racistes et leurs actes.

Car Chirac et son ministre de l'intérieur Pasqua, ce n'est pas la mort des travailleurs, qu'ils soient français ou immigrés, qui les choque réellement. Ce qui les choque, c'est le défi que leur lancent les terroristes, en commettant des attentats dans la capitale.

Pour arrêter les actes barbares de ceux qui mettent le feu sur les travailleurs, pour mettre fin à leurs actes criminels, anti-ouvriers et anti-immigrés, il n'y a que la mobilisation de tous les travailleurs et des habitants des quartiers, unis dans l'action contre les racistes.

FRANCE

LES ETUDIANTS ET LES LYCEENS ONT MONTRE LA VOIE

Il y a deux semaines le gouvernement de Chirac a reculé complètement devant les mouvements de grève des étudiants et des lycéens. Il a annoncé le 8 décembre la suppression du projet de loi Devaquet qui prévoyait entre autres une augmentation des droits d'inscriptions dans les universités, des sélections plus importantes après le bac et la non équivalence des diplômes de différentes facultés.

Chirac a reculé sous la pression des manifestations des étudiants qui ont duré plusieurs semaines. Ce n'était pas quelques milliers mais des centaines de milliers de jeunes qui sont descendus dans les rues.

Le mouvement de grève touchait la quasi-totalité des lycées et des universités. Ceux qui étaient en grève allaient voir les autres pour les convaincre de faire autant.

Dans un premier temps le gouvernement de Chirac a répondu par des brutalités policières. Lors de la grande manifestation du 4 décembre à Paris, la police a assassiné un jeune étudiant, Malik Oussekin et fait plusieurs blessés.

Cela n'a pas découragé les étudiants et les lycéens. Le mouvement risquait même de s'étendre et de toucher les jeunes des LEP (Lycées d'Enseignement Professionnel)

L'organe dirigeant de la grève, la "Coordination Nationale des Etudiants" décida l'organisation, le 11 novembre, d'une manifestation de protestation contre l'assassinat de Malik. La Coordination a même fait appel aux organisations des travailleurs pour qu'elles soutiennent cette manifestation.

Chirac a eu peur que le mouvement de grève ne s'étende aux travailleurs. Il a préféré reculer. Le 8 décembre, l'annonce du retrait du projet Devaquet était accueillie par une grande manifestation de joie dans les lycées et les universités.

Même après le recul du gouvernement, la manifestation s'est maintenue. La plupart des organisations syndicales et des partis ont appelé à y participer. Tout le monde, y compris les organisateurs, voulait faire de cette manifestation non pas une manifestation de victoire et de protestation, mais uniquement une manifestation de deuil sous le mot d'ordre ambigu " plus jamais ça".

Ce qui est sûr, c'est que le mouvement étudiant a montré qu'il est possible de faire reculer un gouvernement qui se veut fort. Mais pour cela il a fallu que les jeunes descendent dans les rues, de plus en plus nombreux.

Bien sûr, les travailleurs peuvent aussi faire reculer ce gouvernement qui favorise les riches au détriment des pauvres. Ils peuvent le faire reculer parce qu'ils sont plus forts, parce que ce sont eux qui, par leur travail quotidien dans les usines, enrichissent les bourgeois.

S'ils sont déterminés, les travailleurs peuvent faire supprimer toutes les lois qui sont contre leurs intérêts. Et c'est de cette manière que les étudiants et les lycéens ont gagné, c'est aussi de cette manière que la classe ouvrière peut faire reculer tout le gouvernement.

*

*

*

A B O N N E M E N T

France : 1 an - Pli ouvert : 55 Francs

- Pli fermé : 65 Francs

Etranger : Prière écrire au journal

A D R E S S E

DUFEAL - COMBAT OUVRIER Pour le PAT
B.P. 42 Clichy Cedex

CE QUE NOUS VOULONS

- Regrouper les travailleurs, les éduquer dans la tradition socialiste de Marx et des révolutionnaires russes de 1917; leur faire prendre conscience que, quels que soient leur ethnie, leur caste, leur âge, qu'ils soient fils d'anciens esclaves ou pas, qu'ils soient hommes ou femmes, ils appartiennent à la même classe des travailleurs, ils ont les mêmes intérêts fondamentaux; ils ont leur part dans le rôle indispensable, grandiose que la classe ouvrière joue dans la transformation socialiste du monde.
- Contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs à toute forme d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions, chrétienne, musulmane, animiste ou autre, qui prêchent toutes, la patience et l'accommodement avec l'ordre établi et qui sont parmi les meilleurs auxiliaires des classes exploiteuses.
- Combattre toutes les manifestations de l'esprit de caste, toutes les oppositions d'ethnies qui divisent les travailleurs, affaiblissent leur conscience pour le plus grand bien des exploités.
- Associer à la lutte des travailleurs tous ceux qui acceptent de se mettre au service de la classe ouvrière et d'adopter son point de vue de classe.
- Engager la lutte morale, matérielle et physique contre l'impérialisme, contre toutes les formes de féodalisme, contre la division en caste, contre les dictatures qui oppriment nos peuples; pour l'égalité entre tous, quelles que soient leur langue ou leur origine, pour l'émancipation de la femme.
- Mettre en place, au cours de cette même lutte, les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans.
- Veiller, par la propagande et l'organisation, à ce que, après le renversement des régimes dictatoriaux de nos pays, les travailleurs restent en armes pour faire aboutir toutes leurs revendications, pour conserver les moyens d'exercer à tout instant le pouvoir sans que personne puisse le leur prendre.
- Agir au sein de la classe ouvrière française et, plus généralement, de la classe ouvrière des grandes puissances impérialistes pour leur faire connaître les buts de la lutte des travailleurs africains et pour les aider à se donner elles-mêmes des organisations révolutionnaires afin qu'elles puissent elles-mêmes partir à la conquête du pouvoir.